

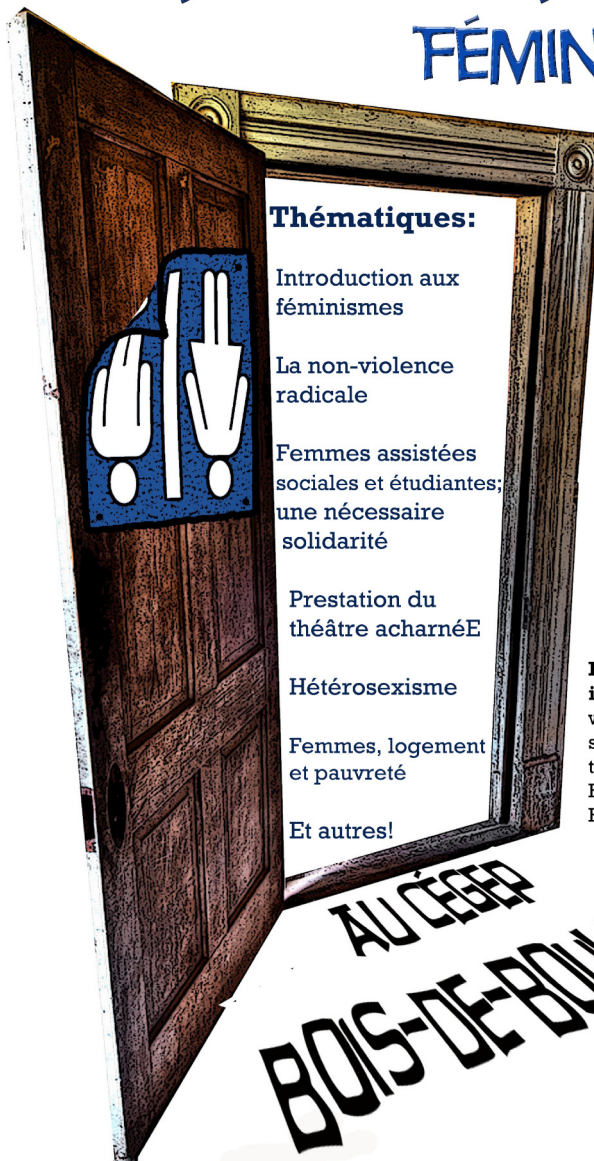
Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)

Téléphone : 514-390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Adresse : 2065 Parthenais local 383, Montréal, Québec, H2K 3T1

JOURNÉE DE FORMATION FÉMINISTE



Thématiques:

Introduction aux
féminismes

La non-violence
radicale

Femmes assistées
sociales et étudiantes;
une nécessaire
solidarité

Prestation du
théâtre acharnéE

Hétérosexisme

Femmes, logement
et pauvreté

Et autres!

**30 OCT.
DÈS 9H**

Inscription et information:

[webmestre@asse-
solidarite.qc.ca](mailto:webmestre@asse-solidarite.qc.ca)

tel. (514) 390-0110

Besoin d'une garderie?

Faites-en la demande!



Table des matières

Horaire des ateliers	3
Introduction aux féminismes.....	5
Le langage de domination.....	11
Tableau comparatif: Contribution parentale.....	13
La pauvreté et les problèmes de logement : une affaire de femmes ?	15
« Le Comité femmes en grève : entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne »	17
Construire la solidarité. L'hétérosexisme, l'homophobie : piliers du patriarcat.....	24

Horaire des ateliers

Noms de l'atelier	Animatrices	Description de l'atelier
9h00 - Introduction aux féminismes	Andréanne Martel et Stéphanie Mayer	Les différentes perspectives féministes abordent-elles le militantisme de la même manière ? Tour d'horizon de la pluralité des courants féministes à la lumière de leurs objets de luttes et moyens d'actions.
9h00 - La non-violence radicale (non-mixte)	Audrey Rousseau et Geneviève Guernier	Cet atelier non-mixte sur la non-violence radicale aborde les thèmes de la responsabilité, du leadership, des rapports de pouvoir, de la domination et du conflit à l'intérieur des groupes militants, des degrés de consentement et du consensus dans les prises de décisions collectives, et évoque l'idée de la diversité des formes de résistance, dans une perspective féministe et de démocratie participative.
11h15 - Femmes assistées sociales et étudiantes, une nécessaire solidarité	Nicole Jetté, militante au Front commun des personnes assistées sociales du Québec	Atelier traitant de la condition des femmes assistées sociales au Québec en lien avec les conditions socio-économiques que vivent les étudiantes ? Quelles sont les similitudes et les différences dans leur oppression ? Quelles solidarités sont possibles ?
13h00 - Prestation du Théâtre <i>AcharnéE</i> - dîner		Au Théâtre AcharnéE, nous voulons réveiller les individus trop passifs. Dénonçant l'aliénation sociale des femmes, tant au point de vue psychologique que physique, nous poursuivons la lutte qu'ont entamée nos mères. L'épanouissement des femmes au Québec est grandiose, mais rien n'est acquis, tout est en constant mouvement. La place qu'elles occupent aujourd'hui demande d'être questionnée. Oui, elles sont libérées, mais comment se définissent-elles réellement ? Comment agissent-elles, s'expriment-elles ? Qui sont-elles devenues ? Mais surtout... qui seront-elles ?
14h00 - Gumboot et luttes sociales : atelier actif et réflexif	Jade Fauteux et Geneviève Dauphin Johnson	Issu des luttes ouvrières en Afrique du Sud et repris au Québec par différents groupes de danse percussive, le gumboot nous permet de réfléchir sur la symbolique et l'imaginaire reliés aux moyens d'action utilisés dans les mouvements sociaux, de plus il permet d'aborder plusieurs thématiques féministes dont la réappropriation du corps et la déconstruction de stéréotypes genrés. Un atelier d'initiation permettra aux participantEs d'expérimenter les vertus défoulantes du gumboots !
15h45 - Femmes, logement et pauvreté	Valérie Simard	« Sortir du privé un enjeu de société » En raison de leur plus grande pauvreté et des inégalités qui perdurent entre femmes et hommes dans la société, les femmes sont doublement touchées par les problèmes de logement. Plus pauvres pour se payer des logements de plus en plus rares, les femmes sont plus nombreuses à consacrer une part exorbitante de leur revenu au logement. C'est le cas de quatre ménages locataires féminin sur dix au Québec. Elles sont aussi plus

		<p>nombreuses à être locataires, 50% des femmes le sont versus 32% pour les hommes. Cet atelier sert à présenter les résultats obtenus suite à une vaste tournée d'ateliers donnés par le comité femmes du FRAPRU durant l'hiver 2010, dans les villes du Québec et différents quartiers de Montréal réunissant des femmes locataires et itinérantes de divers horizons.</p>
<p>18h30- Diversité des tactiques dans la lutte contre le patriarcat et l'hétérosexisme</p>	<p>Barbara Legault</p>	

Introduction aux féminismes

Comité organisateur de « Toujours RebELLEs »

Le féminisme est souvent dépeint dans notre société et par les médias de masse comme un mouvement dépassé, composé de femmes frustrées, haïssant les hommes, brûlant leurs brassières, etc. Mais qu'en est-il réellement ? De façon très partielle, ce texte proposera quelques points de repères pour situer le féminisme et tentera d'en démystifier certains aspects.

Qu'est-ce que le féminisme ?

Nous ne proposerons pas ici une définition du féminisme, et encore moins « la » définition du féminisme. Plutôt, nous rassemblerons quelques traits caractéristiques qui permettent de mieux comprendre ce mouvement et ses idées maîtresses.

Pour plusieurs, le féministe est d'abord une prise de conscience individuelle, puis collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes occupent dans la vaste majorité des sociétés. Il s'agit aussi d'une lutte pour changer ces rapports et cette situation¹. La plupart des féministes s'entendent pour dire que la cause de cette inégalité entre hommes et femmes se situe dans le système patriarcal, que le féminisme tente par conséquent d'abolir.

Les luttes féministes s'attardent à² :

- la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et la lutte contre le patriarcat;
- la promotion de la solidarité et de l'égalité entre les femmes elles-mêmes, c'est-à-dire la lutte contre tous les systèmes d'oppression et d'exploitation (classisme, colonialisme, racisme, hétérosexisme, etc);
- la recherche de liberté et de l'émancipation des femmes, qui donne aux mouvements féministes une grande force de mobilisation et de transformation;
- le refus des binarités (enfermer les hommes et les femmes dans des rôles sociaux distincts en valorisant les « qualités » associées au masculin) et les questionnements liés à la construction sociale des genres et des sexes;
- la lutte pour une plus grande justice sociale;
- la promotion et la défense des droits des femmes;
- la fin de l'oppression et des discriminations envers les femmes et la construction de nouveaux rapports sociaux.

Le féminisme est donc une manière d'être, de voir et d'agir. Cette vision globale de soi et du monde enclenche un processus de transformation individuelle et collective. Autrement dit, c'est une prise de

¹Inspiré de : Toupin, Louise, *Les courants de pensée féministe*, http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants_01.html.

²Certains des éléments de cette liste s'inspirent de : « *Le féminisme c'est...* » brochure faite par la Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal, 2008.

conscience menant à l'action.³

Le féminisme est créé et principalement porté par des femmes. Plusieurs hommes sont proféministes, mais le leadership des mouvements féministes est assumé par des femmes. Le rôle des hommes proféministes consiste alors à soutenir et à appuyer activement les luttes féministes, à poser des gestes concrets pour lutter contre les comportements machistes des hommes, y compris les leurs, et non pas à chercher à acquérir des positions d'influence et de pouvoir dans les mouvements féministes ou à être inclus à tout prix dans les espaces non-mixtes.

Si les féministes s'entendent généralement sur ces bases communes, elles n'ont pas toutes la même compréhension des causes des inégalités et des solutions à leur apporter. Comment expliquer la place subordonnée des femmes dans les différentes sociétés? Comment changer ces situations? Les réponses à ces questions ne sont pas les mêmes selon les différents courants de pensée féministe (voir plus bas).

Qu'est-ce que le patriarcat?

Le patriarcat « désigne une formation sociale où les hommes détiennent le pouvoir, ou encore plus simplement : le pouvoir des hommes. »⁴

Le patriarcat, c'est un système de domination des hommes sur les femmes qui se manifeste aussi bien dans la sphère publique (ex: le monde du travail) que dans la sphère privée (ex: le couple et la famille). Il peut être considéré comme un ensemble des structures formelles ou informelles et des personnes ayant autorité dans ces structures qui concourent à l'oppression spécifique des femmes.

Le patriarcat opprime et exploite les femmes en leur enlevant du pouvoir sur leurs conditions de vie ou de travail. Si on regarde vite les rapports de pouvoir dans notre société, on voit bien que ce type de domination et d'oppression perdure encore aujourd'hui, malgré l'adoption de lois condamnant certaines de ses manifestations les plus flagrantes ou proclamant l'égalité des deux sexes. Tous les jours, des femmes sont aux prises avec des situations où elles sont marginalisées, discriminées, violentées et parfois mêmes tuées par des hommes en tant que femmes pour diverses raisons. L'oppression patriarcale se manifeste aussi de façon moins « brutale » dans bien d'autres situations de la vie courante. Dans l'imaginaire populaire, le travail des femmes n'a toujours pas la même valeur que celui des hommes: les tâches domestiques continuent d'être l'apanage des femmes, les femmes continuent d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum et des emplois à temps partiel (respectivement 61% et 68% d'entre eux). Et ce ne sont que quelques exemples...

L'utilisation du terme « patriarcat » par les féministes et les pro-féministes rappelle que la place qu'occupe les hommes et les femmes dans la société n'est pas le fruit d'un quelconque déterminisme biologique ou d'un ordre naturel. Au contraire, la hiérarchie entre les sexes est une construction sociale et les théories naturalistes et biologisantes servent depuis déjà trop longtemps de justification à l'infériorité des femmes.

Petit regard historique

3 « *Le féminisme c'est...* » brochure faite par la Table des groupes de femmes de Montréal, Montréal, 2008.

4 Delphy, *Dictionnaire critique du féminisme*, 2000, p. 141.

La position sociale des femmes et les victoires féministes

Historiquement, dans la plupart des sociétés, les femmes ont été généralement exclues de nombreuses sphères (politique, économique, scientifique, etc.). Elles étaient principalement responsables de la gouvernance du foyer, de son entretien et de l'éducation des enfants. Elles étaient à la charge de leur époux après avoir été à celle de leurs parents, selon l'idéologie patriarcale.

Dans les faits, on doit beaucoup au féminisme qui est considéré comme un des grands mouvements sociaux du XXe siècle. De nombreux changements sociaux, dont l'attribution du droit de vote aux femmes, une certaine transformation (encore bien incomplète) des rôles traditionnels des hommes et des femmes, une remise en question de la suprématie masculine dans la famille, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail, une réduction de l'écart entre les revenus des hommes et des femmes, des lois permettant l'avortement libre et gratuit dans certains pays, le droit au divorce et à l'union civile (non-religieuse), découlent directement de luttes féministes. Même si ces avancées ont bel et bien eu lieu et que nous en bénéficions chaque jour, nous sommes encore bien loin d'avoir atteint les conditions d'une réelle égalité et certaines d'entre-elles sont menacées, notamment au Canada, par les politiques conservatrices et la droite économique et morale qui les soutient. Nous ne sommes donc pas à l'abri de reculs dans ces domaines. Les luttes féministes ne sont jamais des luttes totalement terminées...

Le féminisme fait des vagues...

Bien qu'il y ait eu de tout temps des femmes luttant contre la domination masculine, le féminisme est général classé en trois vagues associées à des périodes historiques.

La **première vague** féministe s'étale des années 1870 à 1930 et est associée au mouvement des suffragettes. Parmi les luttes menées, les femmes ont obtenu le droit de vote (1918 au Canada), le droit d'occuper des fonctions politiques et la reconnaissance de leur statut de « personne » à part entière devant la loi.

La **deuxième vague** est liée au mouvement de libération des femmes des années 1960 au milieu des années 1990. Ce mouvement a permis aux femmes d'obtenir la reconnaissance de l'égalité entre les sexes par la Charte canadienne des droits et libertés, l'accès aux postes supérieurs dans le milieu des affaires et en politique, le choix d'avoir ou non des enfants, d'obtenir de meilleurs salaires, une meilleure protection et de meilleures ressources contre la violence conjugale, l'accès à des services de garde pour les enfants, etc., pour ne nommer que ces avancées.

La **troisième vague** féministe est plutôt complexe à définir étant donné que nous sommes en ce moment même en train d'écrire son histoire. En fait, plusieurs militantes sont divisées quant à son existence même. La succession des générations et la diversification du mouvement féministe signifie-t-elle pour autant une rupture avec les luttes passées, dont plusieurs se poursuivent encore aujourd'hui ? Il est certain que depuis les années 1970, les théories féministes se sont enrichies et nuancées et que le mouvement féministe aborde de nouveaux enjeux et mène de nouvelles luttes (ex: lutte contre le racisme, lutte contre les discriminations envers les femmes vivant avec un handicap). Malgré les débats qui persistent au sujet de la troisième vague, nous pouvons tout de même énumérer quelques caractéristiques que plusieurs lui attribuent: la forte présence de l'art en tant qu'outil de revendication et d'action, l'impératif de l'inclusion de toute la diversité des femmes, la décentralisation et l'autogestion.

Différents courants de pensée féministe

Il n'y a pas de théorie générale du féminisme. Il y a plutôt des courants théoriques divers qui le façonnent. Ceux-ci cherchent à comprendre pourquoi et comment les femmes occupent une position subordonnée dans la société et tentent de trouver des pistes de solution pour y mettre fin. Sans prétendre présenter une typologie exhaustive des courants de pensée féministes, nous identifions 10 courants majeurs et leurs idées principales.

- 1. Le féminisme libéral ou égalitariste** (appelé aussi « réformiste ») prône l'égalité complète entre les hommes et les femmes. Cette *égalité* cherche à neutraliser les différences à tous les niveaux. Le sexe masculin ou féminin n'est donc plus un considéré comme un trait naturel qui détermine les capacités de chacun. Le marché du travail est dans ce courant la principale sphère où les femmes pourront d'abord atteindre l'égalité. La liberté individuelle et l'égalité sont deux de ses principaux axes de lutte.
- 2. Le féminisme radical** pose les femmes en tant que classe politique dominée par la classe des hommes et définit les rapports de sexe comme des rapports de pouvoir. Ce courant est axé sur le système patriarcal en tant que source première et principale de l'oppression vécue par les femmes. L'expression première du patriarcat se manifeste par le contrôle du corps des femmes, notamment par le contrôle de la maternité et de la sexualité des femmes. Le lieu où le patriarcat s'exprime se situe d'abord dans la famille et dans le domaine de la reproduction, mais aussi dans toute la société et à tous les niveaux (politique, économique, juridique), de même que dans les représentations sociales. Le patriarcat est conçu comme un système social, un système social des sexes ayant créé deux cultures distinctes : la culture masculine dominante, et la culture féminine dominée. Ce courant a été nommé radical par ce qu'il souhaite *s'attaquer à la racine de l'oppression, soit le patriarcat*.
- 3. Le féminisme de tradition marxiste** avance que c'est l'organisation économique des sociétés, *le capitalisme, qui engendre l'exploitation des deux sexes*. Le système économique, duquel découle la division sexuelle du travail, fait aussi en sorte que les femmes sont dominées par les hommes puisque ce sont eux qui participent à la production sociale tandis que les femmes accomplissent les tâches domestiques et maternelles sans être rémunérées, associées à la reproduction.
- 4. Le féminisme matérialiste** est né de *l'amalgame des courants marxiste et radical*. Il critique l'explication féministe marxiste selon laquelle le capitalisme engendre le patriarcat et explique à lui seul l'oppression des femmes. Selon les matérialistes, le patriarcat existait bien avant le capitalisme. D'autres facteurs, comme les rapports de sexes, doivent donc être pris en compte. Les féministes matérialistes considèrent que c'est en observant et analysant les faits sociaux que nous pouvons expliquer la domination des hommes sur les femmes.
- 5. Le féminisme Noir et le féminisme post-colonial** se préoccupent particulièrement des revendications des femmes non-blanches et de la représentation de celles-ci au sein des groupes féministes. Ces courants ont amené les *notions de lutte contre le racisme et de lutte contre le colonialisme et leur inclusion dans l'analyse féministe*. Ils ont aussi montré que l'oppression des femmes ne peut être totalement comprise si l'on ne tient pas compte simultanément de la discrimination basée sur la classe, l'orientation sexuelle, le sexe et l'origine culturelle et ethnique.

6. **Le féminisme de la différence** (aussi appelé culturel ou gynocentriste) explique la domination des femmes par le système patriarcal, qui se manifeste par le contrôle du corps des femmes par les hommes. Le courant de la différence se fonde sur une *définition de la femme liée à son essence* construite à travers l'expérience de son corps et de la maternité. Une identité et une force femme doit être mise de l'avant. En ce sens, la vision des femmes et de la féminité comme caractéristiques de ce courant sont donc différentes des conceptions radicales selon lesquelles les différences de sexe sont des construits sociaux.
7. **Le féminisme lesbien** se préoccupe particulièrement de la défense des droits des lesbiennes et de l'inclusion de celles-ci au sein du mouvement féministe. Il a démontré comment les lesbiennes sont à la fois dominées sur la base de leur sexe, mais aussi de leur orientation sexuelle. Ce courant a apporté une contribution majeure au féminisme en mettant en lumière le fait que la société est hétérosexiste, soit qu'elle impose une *contrainte à l'hétérosexualité*, comme si l'orientation hétérosexuelle était supérieure et universelle.
8. **Le féminisme écologiste ou l'écoféminisme** s'intéresse aux conditions de vie des femmes et à la préservation des ressources naturelles et de la faune. Cette combinaison des préoccupations concernant les femmes et l'environnement est née du constat de certaines féministes et environnementalistes selon lequel *les systèmes patriarcal et capitaliste sont responsables de l'oppression des femmes et de la destruction de l'environnement naturel*. On considère qu'il existe des liens directs entre la violence patriarcale contre les femmes et la violence contre la nature et les peuples. On voit des liens directs entre l'agression industrielle et militaire contre l'environnement et l'agression physique contre le corps des femmes. Certaines établissent des liens entre la violence des guerres et des destructions environnementales et la violence du viol⁵.
9. **Le courant féministe anarchiste ou l'anarcafémisme** souhaite *éliminer la hiérarchie et les rapports de pouvoir* et de domination qui existent entre tous les êtres humains. Selon ce courant de pensée, la subordination des femmes provient tant des institutions familiales, des rapports de sexe que du contrôle de l'État. Ainsi, la libération des femmes ne doit pas se faire par l'accès aux positions de pouvoir liées au capitalisme ou à l'État..
10. **Le féminisme dit « postmoderne »** est multiple. Par conséquent, les définitions que les auteures en donnent ne font pas l'unanimité. Nous pouvons généralement affirmer, cependant, que le féminisme postmoderne est porteur d'un discours qui remet en question et *déconstruit les pratiques, les modèles et les normes sociales établies, dont les identités de genre*. Pour les féministes postmodernistes, la façon dont la société perçoit le sexe (femelle/mâle), le genre (féminin/masculin) et la sexualité (hétérosexualité/homosexualité) n'est autre que le fruit de constructions sociales qu'il est désormais nécessaire de déconstruire pour faire place à la création d'identités variées.

Quelques mots en guise d'appel à l'action...

Le système qui régit les rapports de sexe – le patriarcat - se transforme, s'adapte et prend différents visages dépendamment du territoire (ou du pays) et de la période historique. Le patriarcat de nos grands-mères n'est évidemment pas le même que le nôtre, et ce, grâce au mouvement féministe – autant qu'à l'ensemble des changements qui ont affecté la société dans les dernières décennies! La

⁵ Toupin, Louise, *Les courants de pensée féministe*, http://netfemmes.cdeacf.ca/documents/courants_03.html.

subordination, la discrimination, l'exploitation, et l'oppression caractérisent la place que la société nous accorde en tant que femmes. Nous refusons cette situation, et nous sommes solidaires! **Tant que des femmes seront encore opprimées ou exploitées, par ce qu'elles sont des femmes, à cause de la couleur de leur peau, de leur identité ou orientation sexuelle, à cause de leur condition physique ou toute autre caractéristique, nous serons en lutte!**

Les obstacles et les résistances que nous rencontrons quand nous essayons de changer les choses nous rappellent que le système ne se transformera pas tout seul. Si nous ne luttons pas pour notre propre émancipation, personne ne le fera. La lutte des femmes doit être menée par les femmes elles-mêmes. **Il faut s'unir car ensemble nous sommes plus fortes!**

Le langage de domination

Préparé par Némésis : collective de féministes radicales

Par besoin d'attention, on a tendance à :

- monopoliser le crachoir : parler trop souvent, trop longtemps et trop fort.
- Parler en «majuscules» : présenter ses opinions et ses solutions comme le point final sur tout sujet, attitude renforcée par le ton de la voix et l'attitude physique.
- chercher les feux de la rampe : se servir de toutes sortes de stratagèmes, de mises en scène, pour attirer un maximum d'attention sur soi, ses idées.
- n'écouter que soi : formuler mentalement une réponse dès les premières phrases de la personne qui parle, ne plus écouter à partir de ce moment et prendre la parole à la première occasion.

Dans des structures hiérarchiques et compétitives, on a l'habitude de

- jouer à la hiérarchie : s'accrocher à des positions de pouvoir formelles et leur donner plus d'importance qu'il ne faut.
- rabaisser : commencer ses phrases avec des tournures telles : «Auparavant je croyais cela, mais maintenant...» ou «Comment peux-tu arriver à dire que...».
- jouer au coq : aller chercher l'attention et le soutien en se mettant en compétition face aux autres.
- être intransigeante et dogmatique : affirmer une position finale et indiscutable, même à propos de sujets mineurs.
- invisibiliser les minorités : prétendre que le racisme, le classisme , l'homophobie, le capacitisme n'existent pas dans nos groupes « évolués ». Affirmer que « en tant que féministes, on connaît ça l'oppression, donc on a pas ce problème entre nous »
- parler pour les autres : faire de ses opinions la voix d'une collectivité pour leur donner plus de poids : «Beaucoup d'entre nous pensons que...» Interpréter à ses fins ce que disent les autres, « Ce qu'elle veut dire, en fait, c'est que... »
- contrôler la circulation de l'information : concentrer jalousement les informations clés du groupe entre ses mains pour son propre usage et profit.

Certaines veulent exercer un contrôle physique pour

- diriger la scène : prendre continuellement la responsabilité des tâches clés avant que les autres n'aient la chance de se porter volontaires.
- draguer : traiter les autres avec séduction, se servir de la sexualité pour les manipuler, en utilisant

l'«humour» ambigu, et dans un contexte mixte on appelle ça le pro-féminisme de façade.

Recherchant le contrôle émotif, certaines se surprennent à

- adopter une attitude défensive : répondre à toute opinion contraire à la sienne comme s'il s'agissait d'une attaque personnelle.
- faire du «forcing» : imposer comme seuls valables la tâche et le contenu, en méprisant l'apprentissage des individus, le processus qui entoure le travail du groupe ou la forme que prend ce travail.
- faire preuve de négativisme : trouver quelque chose d'incorrect ou de problématique à tout sujet ou projet abordé.
- éviter toute émotion : intellectualiser, blaguer ou opposer une résistance passive lorsque vient le temps d'échanger des sentiments personnels.
- être condescendante et paternaliste : infantiliser les autres, particulièrement les nouvelles arrivantes. Phrase typique : «Tu dois sûrement avoir besoin de mon aide pour faire cette tâche là »
- jouer à la mère : surprotéger et infantiliser l'autre. Phrase typique : « Maintenant, est-ce qu'une des nouvelles.....(femme discriminée) a quelque chose à ajouter? »
- jouer à la victime : rechercher constamment la sympathie pour sa souffrance personnelle ou collective. Être offensée, mais passive, par les gestes des autres.

Recherchant le contrôle mental, certaines se surprennent à

- jouer à la «solutionneuse» de problèmes : être toujours celle qui donne la réponse ou la «solution» avant que les autres n'aient eu quelque opportunité de contribuer à l'échange.
- couper les cheveux en quatre : soulever chaque imperfection des interventions des autres et une exception à chaque généralité énoncée.
- reformuler : reprendre en ses propres mots ce qu'une personne (le plus souvent une femme discriminée) vient de dire de façon parfaitement claire. Interrompre la conclusion d'une intervention pour la récupérer à ses propres fins (phénomène du «recouvrement»).
- déplacer la question : ramener le sujet de la discussion à quelques thèmes que l'on maîtrise, de façon à briller en donnant libre cours à ses dadas.

-
- Ce texte est une version modifiée d'un article de Bill Moyers, Working together for a change, Handbook for nonviolent action, p. 11. Traduit et retravaillé par Sappho Morissette.
 - Némésis était un groupe d'affinités de féministes radicales (Québec), 2000-2005. En décembre 2004, les membres étaient : Anna Kruzynski, Mélanie Landreville, Isabelle Lavoie, Carole Mathieu, L'Iris Morissette, Sappho Morissette et Anne-Marie de la Sablonnière

Tableau comparatif: Contribution parentale

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES VS AIDE SOCIALE (2007)

<p>AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES (AFE) EXEMPTION 13. Si les parents de l'étudiant ne vivent plus ensemble, leur contribution est établie en ne considérant que les revenus du parent chez qui l'étudiant réside ou a résidé en dernier lieu 11 755\$ (ce montant est indexé annuellement, en 2010, c'est 12931\$).</p>	<p>AIDE SOCIALE 153. (vg. 07-07-01) EXEMPTION 2° <u>si les parents ne cohabitent pas</u> : 12 210 \$ pour chacun des parents (montant non indexé depuis 2007).</p>															
<p>% appliqué aux revenus disponibles à diviser par 12 mois: supérieur à sans excéder</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 33%;">De : 0 \$</td> <td style="width: 33%;">8 000 \$</td> <td style="width: 33%;">0 %</td> </tr> <tr> <td>De : 8 000 \$</td> <td>44 000 \$</td> <td>19% (6840\$)</td> </tr> <tr> <td>44 000 \$</td> <td>54 000 \$</td> <td>29% (6840. + 2900)</td> </tr> <tr> <td>54 000 \$</td> <td>64 000 \$</td> <td>39% (9740 + 3900)</td> </tr> <tr> <td>64 000\$</td> <td></td> <td>49% (13640. + 49% pour le reste)</td> </tr> </table>	De : 0 \$	8 000 \$	0 %	De : 8 000 \$	44 000 \$	19% (6840\$)	44 000 \$	54 000 \$	29% (6840. + 2900)	54 000 \$	64 000 \$	39% (9740 + 3900)	64 000\$		49% (13640. + 49% pour le reste)	<p>% unique 40%, Exemple :</p>
De : 0 \$	8 000 \$	0 %														
De : 8 000 \$	44 000 \$	19% (6840\$)														
44 000 \$	54 000 \$	29% (6840. + 2900)														
54 000 \$	64 000 \$	39% (9740 + 3900)														
64 000\$		49% (13640. + 49% pour le reste)														
<p>COMPARAISON</p>																
<p>SITUATION A : FAMILLE COMPOSÉ D'UN SEUL PARENT VIVANT : REVENU : 20 210\$ AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES : EXEMPTION DE BASE : 11 755\$ + 8 000\$ DE REVENU disponible = 19 755\$ AIDE SOCIALE : EXEMPTION DE BASE 12 210\$ CONTRIBUTION :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● AFE = 20 210\$ - 19 755 = 455\$ X 19% = 86.45 / 12 mois = 7.20/mois ● Aide sociale : 20 210\$ - 12 210\$ = 8 000\$ X 40% = 3 200\$ / 12 mois = 266.67/mois 																
<p>SITUATION B : FAMILLE COMPOSÉ DE 2 PARENTS NE VIVANT PAS ENSEMBLE : REVENU DE CHAQUE PARENT : 20 210\$ AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES : comme le seul revenu considéré est celui d'un seul parent, même calcul que la situation A AIDE SOCIALE : EXEMPTION DE BASE 12 210\$ pour chacun des parents. Au 1^{er} juillet, les revenus des 2 parents seront considérés. La contribution parentale sera donc de 533.33/mois CONTRIBUTION :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● AFE = 20 210\$ - 19 755 = 455\$ X 19% = 86.45 / 12 mois = 7.20/mois ● Aide sociale : 20 210\$ - 12 210\$ = 8 000\$ X 40% = 3 200\$ X 2 parents / 12 mois = 533.33 																
<p>Le parent devant contribuer pour 6400\$ à l'AFE aura un revenu brut de 53 555\$ (41 800\$ + 11 755\$ d'exemption de base). À l'aide sociale, si un seul parent vit, avec des revenus de 28 210\$, il contribuera pour le même montant soit 6 400\$.</p>																

Amour = appauvrissement pour les personnes assistées sociales Réalité 2010

Prestation de base par mois	TVQ par mois		Montant total par mois
1 adulte seul sans contraintes à l'emploi	567\$	25,08\$	592,08\$
2 adultes en « vie maritale » sans contraintes à l'emploi	878\$	29,83\$	907,83\$
1 adulte avec contraintes sévères à l'emploi	862\$	25,08\$	887,08\$
2 adultes en « vie maritale » avec contraintes sévères à l'emploi	1289\$	29,83\$	1318,83\$

Argent volé par le gouvernement pour 2 adultes en couple sans contraintes à l'emploi :

567\$ X 2 = 1134\$ - 878\$ = 265\$/mois X 12 = 3180\$) *par année de moins dans un budget pour un couple sans contraintes à l'emploi*

Argent volé par le gouvernement pour 2 adultes en couple avec contraintes sévères à l'emploi :

(862\$ X 2) = 1722 \$ - 1289.\$ = 433\$/mois

= 5196.\$ *par année de moins dans un budget pour un couple avec contraintes sévères à l'emploi*

Le cas des conjointEs d'étudiantEs :

Prestation de base par mois	TVQ par mois		Montant total par mois
1 conjointE d'étudiantEs sans contraintes à l'emploi	157\$	14,92\$	171,92\$
1 conjointE d'étudiantEs avec contraintes sévères à l'emploi	436\$	14,92\$	450,92\$

Pour sa part, la personne qui est étudiante recevra un chèque de 743\$/mois X 12 = **8 916\$.**

Le mariage pour deux personnes étudiantes :

Lorsque deux étudiantEs se marient, il et elle recevra chacunE un chèque de 743\$/mois soit un revenu mensuel de 1486\$ X 12 = **17 832\$ par année.**

L'identification conjoint à l'aide sociale :

11. 2 adultes en « vie maritale » sans contraintes à l'emploi ont comme revenu mensuel 878\$ X 12 = **10 536\$ par année**

12. 2 adultes en « vie maritale » avec contraintes sévères à l'emploi ont comme revenu mensuel 1289\$ X 12 = **15 468\$ par année**

13. 2 adultes en « vie maritale » 1 aux études et l'autre à l'aide sociale. Celle ou celui-ci reçoit soit 157\$ soit 436\$ par mois. Selon la réalité, le revenu de cette personne est de **1 884\$** ou de **5 232\$ par année.** En ajoutant le **revenu annuel** du ou de la conjointe aux études (**8 916\$.**), **ces 2 adultes se trouvent avec des revenus de (1884\$ + 8916\$) 10 800\$** ou de (5232.\$ + 8 916\$) **14 148\$**

Que ce soit 17 832\$ - 15 468\$ - 14 148\$ - 10 536\$ - 10 800\$ comme revenu annuel pour 2 adultes, c'est indécent.

Comment le gouvernement justifie-t-il cette aberration?

Comment solidifier nos solidarités pour exiger le respect du droit à un revenu décent?

La pauvreté et les problèmes de logement : une affaire de femmes ?

Véronique Laflamme, membre du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
Ultimatum, Spécial Femmes, Mars 2010

Depuis près d'une décennie, le Québec subit une pénurie de logements locatifs. Partout au Québec, il manque de logements, en particulier pour les familles. Cette crise a laissé des traces profondes et les locataires en vivent jour après jour les conséquences : discrimination, logements trop chers, trop petits et en mauvais état. Les femmes sont-elles plus concernées par ces problèmes que les hommes? Malheureusement oui, même si leur situation économique s'est améliorée au cours de la dernière décennie. D'abord, les femmes sont plus nombreuses à être locataires (50% des femmes le sont comparativement à 32% pour les hommes). Par le fait même, elles sont particulièrement affectées par la pénurie et plus nombreuses à être aux prises avec les problèmes que vivent les locataires sur le marché privé. Elles courent aussi davantage de risques de se retrouver en difficulté financière en raison du coût de leur logement.



Les problèmes de logement constituent une des manifestations majeures de la pauvreté des femmes. Comme dans l'ensemble de la population, parmi les ménages locataires, les femmes sont plus pauvres que les hommes: le revenu médian des ménages ayant une femme comme principale source de revenus est inférieur de 29% (soit de 7500 \$ par année) à celui des hommes. Cela explique qu'elles soient plus nombreuses à consacrer une part trop élevée de leur revenu pour se loger. En 2006, 260 950 ménages dont le principal soutien financier était une femme, c'est-à-dire 40,1 %, d'entre eux, payaient plus que la norme de 30 % de leur revenu en loyer. Chez les hommes, ce pourcentage est de 30,8 %. Les femmes seules sont encore plus mal prises : elles sont plus de la moitié à consacrer plus de 30% de leur revenu pour se loger et le quart à y mettre plus de 50%. Quant aux femmes locataires cheffes de famille monoparentale, même si leur situation s'est améliorée, entre autres en raison de l'amélioration des programmes de soutien aux enfants et à la famille, elles sont également plus nombreuses à devoir consacrer une part démesurée de leur revenu au loyer. En 2006, elles étaient 44 830 dans cette situation, comparativement à 6155 familles monoparentales dont le chef était un homme.

Simultanément, les femmes demeurent aux prises avec la rareté de logements locatifs qui affecte à des degrés divers presque toutes les villes du Québec. À l'échelle du Québec, le taux de logements inoccupés est encore sous le taux d'équilibre de 3 %. Il est près de zéro dans certains centres urbains comme Québec, Gaspé, Rimouski et Val d'Or. Partout les logements de trois chambres à coucher et plus en bas de 700\$ sont pratiquement introuvables.

Dans un contexte de pénurie persistante de logements à bas loyers, les problèmes de logements sont décuplés. Même si on consacre 30, 50, voire 80% de son revenu pour se loger, on n'est même pas

certaine de trouver un logement qui correspond à nos besoins. Les familles doivent parfois accepter des partages de logements plus ou moins heureux, s'entasser dans des logements trop petits ou demeurer dans des logements mal entretenus, voire insalubres. Depuis 2000, le coût des logements a augmenté en flèche, beaucoup plus vite que l'indice des prix à la consommation. À titre d'exemple, le loyer moyen d'un 4 ½ à Montréal a augmenté de 32,5 % ! Si on additionne ce problème aux effets de la crise économique, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi l'incapacité de payer affecte de plus en plus de locataires. La cherté des logements a des conséquences directes sur celles qui la vivent : pour pouvoir payer le loyer, on se prive de nourriture pour faire manger les enfants, on se passe de médicaments et d'autres soins de santé, on cumule les jobines précaires à rabais, on court les comptoirs alimentaires. La santé et la sécurité de trop nombreuses femmes sont ainsi menacées.

La crise a de multiples autres facettes. La rareté des logements est propice à la discrimination dans l'accès au logement dont sont notamment victimes les mères de famille et les femmes appartenant à une minorité visible. La pénurie a aussi des effets particulièrement dramatiques pour les femmes victimes de violence conjugale. Certaines se maintiennent dans des situations de violence, faute de pouvoir en sortir. Des femmes vivant dans des maisons d'hébergement ne peuvent en sortir parce qu'elles ne trouvent pas un logement convenable à un prix qu'elles pourraient payer. Pendant ce temps, d'autres femmes qui ont un urgent besoin d'être hébergées sont condamnées à attendre, au risque de rester dans des situations de violence. De plus en plus de femmes vivent l'itinérance.

Il est clair que le marché privé, pour lequel l'immobilier est une business, permet de moins en moins à tous et à toutes d'avoir un toit de qualité sur la tête, sans que tout le revenu y passe. Sa réponse à la crise persistante ? Construire logements de luxe et condos. Pourtant, les besoins des locataires sont énormes : déjà en 2006, 203 085 d'entre eux et elles payaient plus que la moitié de leur revenu pour se loger et 87 075 plus de 80%. Pour le FRAPRU, le logement est avant tout un droit plutôt qu'une marchandise. La solution pour que ce droit soit effectif ? Sortir le logement du marché privé et construire des logements sociaux sous toutes ses formes (coopératives, organismes sans but lucratif et HLM). Afin de pouvoir répondre à tous les besoins, il faut des investissements substantiels et à long terme. Le FRAPRU revendique 50 000 nouveaux logements en cinq ans. Cela représente le strict minimum, car à moyen terme, le FRAPRU souhaite qu'on double le nombre de logements sociaux au Québec. Évidemment, c'est un pas important pour lutter contre la pauvreté, mais ce n'est pas suffisant. Pour ce faire, on doit assurer à tous et toutes un revenu décent : augmenter le salaire minimum, augmenter l'aide sociale et mettre fin aux catégories entre aptes et inaptes, de même que mettre fin au détournement des pensions alimentaires des étudiants, étudiantes et des personnes à l'aide sociale.

« Le Comité femmes en grève : entrevue avec Isabelle, Françoise et Anne »

Maria Nengeh Mensah
École de travail social
Université du Québec à Montréal

De février à avril 2005, plus de 100 000 étudiants et étudiantes du Québec ont déclaré une grève illimitée pour exercer une pression collective contre le gouvernement au pouvoir. Qualifiée du plus grand rassemblement étudiant depuis 1968, cette grève a fait couler beaucoup d'encre. On a parlé des coupures proposées par le gouvernement. Au cours de la campagne électorale de 2003, le Parti Libéral du Québec, avec Jean Charest à sa tête, promettait le gel des frais de scolarité pour les études postsecondaires tout en maintenant son désir de baisser les impôts. Afin de tenir ces promesses, les Libéraux organisèrent ce qu'ils appellent aujourd'hui la « réingénierie » de l'État, une forme de réorganisation des priorités budgétaires et du rôle de l'État dans la société. Plusieurs projets de loi, tels la loi 31 sur le code du travail, furent passés à l'Assemblée nationale sous bâillon. Plusieurs programmes sociaux virent leur budget amputé, tels le programme des garderies, et l'éducation ne fut pas exemptée de ces coupes. La réforme de l'Aide financière aux études prévoyait ainsi des coupures de 103 millions de dollars dans le régime de prêts et bourses. Des coalitions représentant les étudiants collégiens et universitaires engagèrent dès lors des négociations avec le gouvernement. Des marches de protestation sont organisées, pendant ce temps, la grogne s'étend dans le milieu étudiant. Devant l'impasse, plusieurs consultations concernant une grève commencent à s'organiser dès l'automne 2004. On a parlé aussi des grandes associations étudiantes concernées, dont la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Coalition pour une association solidaire syndicale étudiante élargie (CASSÉÉ) et l'Association facultative des étudiants et étudiantes en sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH). En somme, les revendications du mouvement étudiant concernaient l'abolition de la réforme de l'Aide financière aux études, la fin de tout projet de décentralisation ou d'arrimage au marché du réseau collégial et le tout dans une perspective de gratuité scolaire et d'éradication de l'endettement étudiant. La CASSÉÉ, elle, avait élargi les bases de la lutte étudiante pour y inclure des revendications menant vers un projet de société plus global : la fiscalité responsable, la démocratisation des institutions postsecondaires, l'altermondialisation, la démilitarisation, le développement du logement social, et la défense des droits des minorités, avec une attention particulière aux droits des femmes. La CASSÉÉ fut exclue de la table des négociations par le nouveau ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier à cause de son refus de condamner les gestes violents posés lors d'actions qu'elle a organisées. Toutefois, selon la CASSÉÉ, c'est plutôt dans le but de diviser le mouvement étudiant que le ministre l'a écartée. NPS a rencontré trois étudiantes qui ont participé à l'émergence d'un collectif féministe au sein de la mouvance étudiante de l'UQÀM qui a milité pour l'amélioration des rapports de pouvoir entre hommes et femmes à l'intérieur des groupes militants. Le Comité femmes en grève de l'UQÀM était composé d'une dizaine d'étudiantes, aussi membres de la CASSÉÉ et engagées dans différents groupes militants ; certaines plus que d'autres, certaines à l'UQÀM depuis plus longtemps, mais toutes avaient milité au moins de près ou de loin dans le milieu étudiant. Leur point de vue a rarement été diffusé, mais leurs actions ont eu néanmoins un impact déterminant dans la vie de plusieurs étudiantes et étudiants.

NPS – *Selon vous, quels étaient les enjeux de la grève étudiante ?*

ISABELLE : Je sais qu'il y a toute une symbolique autour du 103 millions, mais nous avons essayé d'apporter un discours plus large, justement vers un débat de société sur le droit à l'éducation, l'avènement de l'endettement étudiant, sur la gratuité scolaire, le maintien du réseau collégial dans son intégrité.

FRANÇOISE : Pour nous, ça allait encore plus loin aussi. Nous avons amené des propositions en assemblée générale de l'AFESH, par exemple, sur les mères étudiantes, les mères monoparentales qui se faisaient couper dans les prêts et bourses parce qu'elles recevaient une pension alimentaire pour l'enfant. Nous avons amené des caucus non mixtes sur le féminisme et plusieurs autres points féministes à l'ordre du jour.

ISABELLE : C'est que dans l'organisation de la grève, plusieurs comités soulevaient des questions rattachées à la division sexuelle du travail : la garderie, le comité bouffe, des comités occupations de l'UQÀM pour se réapproprier l'espace...

Et tous ces enjeux vont bien plus loin que les 103 millions.

ANNE : La grève a été déclenchée et menée en réponse à des enjeux pragmatiques et concrets. Ces enjeux-là sont intimement féministes aussi.

NPS – *Comment a débuté votre implication ?*

ISABELLE : En septembre 2004, un comité féministe radical s'est mis en branle à l'UQÀM. Un peu plus tard dans l'année, vers le mois de décembre ou janvier, donc avant la grève, il y a eu une tentative de créer un comité femmes à l'AFESH. Cette action a permis de recruter d'autres étudiantes féministes, mais le comité lui-même est tombé à l'eau. Puis après ça, la grève a commencé.

FRANÇOISE : Là, nous avons ouvert le groupe et nous nous sommes appelées « Comité femmes en grève ». Tous les matins, il y avait un Conseil de grève et nous faisons de la promotion pour parler du collectif, que nous étions ouverts à toutes les femmes qui voulaient venir, pas seulement les étudiantes impliquées dans la grève.

NPS – *Quelles sont les conditions qui ont favorisé l'émergence des « collectifs féministes » au sein du mouvement de grève étudiante ?*

ISABELLE : D'abord, il y a eu l'inexistence de groupes féministes. Quand nous cherchions les contingents féministes à l'intérieur du mouvement de la grève étudiante, il était supposé en avoir, mais il n'y avait personne. Il y a eu une rumeur d'une bannière à un moment donné dans une manifestation qui représentait un collectif féministe ; nous l'avons cherchée, mais nous ne l'avons jamais trouvée. Le féminisme est présent dans le discours, mais pas souvent dans la pratique. Par exemple, les étudiants grévistes étaient intéressés par la réalité des étudiantes monoparentales et voulaient en savoir plus. Mais qui allait faire la recherche, porter le point de vue ou en parler d'une façon éclairée ?

ISABELLE : C'était important que la lutte féministe fasse partie intégrante de la grève parce qu'il y a beaucoup de sexisme et de machisme dans le monde étudiant, et encore plus pendant des moments de tension comme lors d'une grève. Nous avons entendu parler d'incidents assez graves qui ont eu lieu : des agressions sexuelles, physiques, verbales et psychologiques envers des étudiantes, venant d'étudiants machos impliqués dans le fonctionnement des instances de la grève étudiante. L'idée était de se réapproprier un local amical, un local non mixte. Parce que, dans une grève, nous nous doutions qu'il allait y avoir des moments d'occupation, d'action, puis qu'il allait être important d'avoir un endroit où nous pouvions nous sentir bien à tout moment. Un endroit non mixte et où il n'y aurait pas trop de hiérarchie.

FRANÇOISE : C'est aussi selon nos expériences personnelles des groupes militants, dans les différentes associations étudiantes ; nous savions combien un collectif féministe serait pertinent en contexte de grève.

NPS – *Est-ce que d'autres instances féministes étaient impliquées à vos côtés ?*

ISABELLE : Nous n'avons pas cherché l'appui de l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQÀM. Nous aurions pu, mais notre action était plus sur le terrain qu'institutionnelle...

FRANÇOISE : Il y a deux temps, de façon générale, dans la grève. Certaines vont chercher des appuis auprès des syndicats, des professeurs de cégep, des médias, des trucs comme ça. Puis, il y a du monde sur le terrain, comme le Comité femmes en grève.

NPS – *À quels obstacles vous êtes-vous heurtées ?*

ISABELLE : Il y avait le problème de coordination. Les deux ou trois premières semaines de la grève, tout était beau, tout le monde était bien content. Ensuite, ça s'entredéchirait, à l'UQÀM et ailleurs ; il y a des divisions internes incroyables qui ne se sont jamais réglées. Puis le mouvement s'est séparé par associations étudiantes.

FRANÇOISE : Ce qui a été dur aussi, en fait, moi, je l'ai ressenti comme ça, le Comité femmes m'intéressait, mais pendant ses réunions, je ne pouvais aller aux autres réunions des autres comités qui m'intéressaient.

ISABELLE : Et tu ne peux pas faire de l'occupation en même temps. Faire une occupation prend deux jours complets. Parce qu'il faut l'organiser, puis la faire, puis, te faire arrêter. Je pense que nous avons toutes les trois d'autres implications qui nous intéressaient, puis c'était quand même une grève. Ça donnait le goût d'aller dans les manifestations à l'extérieur de Montréal.

FRANÇOISE : Oui. Alors finalement, parfois, le choix de s'impliquer est un peu déchirant. Les 10 femmes impliquées faisaient partie des 30 personnes impliquées dans l'UQÀM. Veux, veux pas, nous nous sommes brûlées. Après trois semaines de grève où tu cours partout, tu ne dors pas, tu fais des occupations, tu es stressée, la police débarque... Tu sais, c'est vraiment l'enfer ! Donc, tu te dis : « Tel comité, on va manquer deux ou trois réunions, tel autre aussi, puis tel autre. Puis le local, est-ce qu'on va l'occuper ou non ? Tu sais, il n'y aura plus personne qui y vient. À quoi sert-il ? Est-ce qu'on le garde à long terme ou pas ? »

NPS – *Après trois semaines...*

ISABELLE : Déjà, après trois semaines, puis à la fin de la grève, il n'y en avait plus de...

FRANÇOISE : Plus de réunions.

ISABELLE : Plus de réunions, plus rien. Le local, nous l'avons un peu abandonné à son sort. Après huit semaines, c'était l'épuisement, puis c'était aussi très démoralisant, c'était le retour à l'école et la négociation des ententes d'évaluation...

FRANÇOISE : Mais dans la tête des gens, la gratuité scolaire ça reste quand même un espoir.

NPS – *Selon vous, quelle était la perception que les gens avaient du Comité et de vos activités ?*

ISABELLE : Paraît-il que le Comité femmes en grève a inspiré la création de comités femmes en milieu collégial... et ailleurs. C'est le bon côté. Aussi, quand nous nous sommes approprié notre local,

les gens ont tout de suite cédé à notre demande sans questionnement. Ça a été clair : elles y ont droit. Mais pour le quotidien du local, certains ont mal réagi, dans le sens de croire que nous n'avions pas le droit d'être seules, au risque de « comploter contre les hommes ». Franchement ! Puis nous avons eu des réactions vraiment dégueulasses. Des gens qui sont entrés dans le local, des hommes, pour nous écrire des obscénités sur le tableau, du genre « Ma bite vous dit salut ».

NPS – *Ce sont des étudiants ?*

ISABELLE : Oui. Mais en plus ce sont des gens qui sont en train d'occuper les locaux de l'université, qui sont supposés être conscientisés à la cause féministe. Là, tu te demandes avec quel genre de gars est-ce que je faisais les manifs ? Tu ne sais pas qui c'est, c'est signé anonyme, tu sais : « On va vous faire peur les petites féministes. »

NPS – *Alors, il y a beaucoup de résistance ?*

ISABELLE : Du bord des hommes énormément ; du bord des femmes, il y en avait quand même, mais moins. C'est vrai que la double tâche existe dans le milieu militant aussi, et de là, plusieurs femmes ont reconnu la pertinence du Comité femmes en grève et plusieurs discussions ont eu lieu.

FRANÇOISE : Les gars refusaient quasi systématiquement de faire des caucus non mixtes. Oui, nous avons forcé la main pour qu'il y ait quelque chose de féministe, parce que tout le monde n'avait que la grève étudiante au coeur et personne ne voulait mettre le temps et l'énergie d'apporter d'autres enjeux, disons sur l'environnement, le racisme, la pauvreté en général. C'était compliqué d'essayer de faire des liens avec les autres mouvements sociaux.

ANNE : Même qu'il était supposé d'y avoir des occupations femmes tous les jours, pas seulement dans la semaine du 8 mars.

ISABELLE : D'ailleurs, un slogan qui était ressorti était : « Être féministe, c'est de l'action directe tous les jours. »

NPS – *On n'en a pas entendu parler ?*

ISABELLE : Le problème du Comité femmes en grève, c'est qu'il a fini par être restreint, parce qu'au fur et à mesure que la grève a grossi en importance, partout au Québec, les questions féministes n'ont pas suivi. Le mouvement a pris de l'ampleur à travers des associations étudiantes qui n'avaient pas nécessairement de caucus féministe ou qui n'étaient pas conscientisées. Alors que les associations qui étaient à la base de la grève, ça faisait longtemps qu'il y avait des féministes qui martelaient qu'il y avait du machisme dans le milieu militant. Le mouvement s'est éloigné de tout ça.

ANNE : C'est vrai que, dans certaines associations, comme à l'AFESH par exemple, le féminisme est pris au sérieux... Quand tu ne féminises pas, tu te le fais dire ! Et c'est certain qu'à l'UQÀM, il y a une culture féministe, plus grande peut-être qu'à d'autres endroits dans le Québec francophone, ce qui fait que c'était plus facile.

FRANÇOISE : Puis, il y avait aussi beaucoup de militants et militantes de l'extérieur, en fait peut-être d'anciens étudiants, ou des gens qui militent dans d'autres groupes, qui nous demandaient des nouvelles, pas seulement sur le Comité femmes, mais sur la grève en général. Les gens étaient intéressés et nous encourageaient en disant « Vous avez un très grand impact », « Il n'y a jamais rien eu comme ça qui s'est fait ». Ça faisait du bien d'entendre cela.

FRANÇOISE : Oui. De nous dire « C'est extraordinaire ce que vous faites ». Ah ! Wow ! Merci !

ISABELLE : La perception des gens était vraiment des deux : positive et négative. Ça me fait penser à

un cas d'il y a quelques années d'un militant bien connu qui a commis des actes agressifs envers une femme et qui avait été dénoncé publiquement dans le milieu militant. Les femmes, les féministes se sont beaucoup fait reprocher d'avoir tassé un ami de la lutte. Qu'est-ce qui est le mieux finalement : accepter qu'il y ait des femmes qui se fassent agresser pour avoir un membre de plus, parce que nous ne sommes jamais assez nombreux, ou exclure les gens agressifs ?

Personnellement, cela va de soi, on l'exclut, on le tasse, il ne mérite pas d'être là. Je trouve ça difficile de penser qu'on s'empêche parfois d'agir et de dénoncer par peur de ternir l'image du mouvement. J'aime mieux savoir que je suis en sécurité, savoir que mon intégrité physique et morale est respectée !
FRANÇOISE : Je pense que la question de l'image est une question de fond. Mais faire une occupation n'aide pas à l'image, s'habiller en noir non plus.

ISABELLE : ... peur qu'on pense que toutes les féministes soient méchantes de toute façon...

ANNE : Il ne faut pas oublier que ce n'est pas parce que tu es en grève et que tu milites, que tu n'es plus dans des rapports sociaux, qu'il n'y a plus de rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes.

ISABELLE : Tout à fait. Je pense que c'est comme la brutalité policière que nous avons subie en temps d'arrestation ou d'intervention policière ; que nous l'ayons dénoncée ou non, les gens disent que, de toute façon, nous la méritions. La population générale pense que lorsque tu fais une occupation, tu dois t'attendre à te faire brutaliser.

FRANÇOISE : Il y a même des gens qui voulaient nous rentrer dedans avec leur voiture en hurlant : « Tu le méritais de te faire rentrer dedans par un char tu sais ! ». Certains étaient comme un peu fous.

NPS – *Qu'avez-vous réalisé comme actions pendant, durant et après la grève ?*

ANNE : Dès le deuxième jour de grève, nous avons eu un local non mixte, un lieu agréable et sécuritaire pour les femmes seulement.

ISABELLE : La non-mixité, le fait d'avoir un lieu pour nous qui peut être sécuritaire, par exemple, quand il y a une occupation en temps de grève, est importante. Quand tu dors à l'UQÀM et que tu n'as pas le goût de dormir à côté de n'importe qui, tu ne sais pas ce qui peut arriver, si les trois ou quatre personnes à côté de toi font l'amour, ou si la fille se fait agresser, parce qu'il n'y a personne qui va lever le ton et dire : « Est-ce que ça va ? » Aussi pour avoir un lieu d'expression plus facile. Parce que, par exemple, dans les comités, les gars parlent plus et plus fort que les femmes. Alors, c'est un lieu pour faciliter l'expression, pour parler de certains problèmes reliés au genre, au machisme, etc. C'est pour cela que nous avons notre local, et que nous l'avons répété 10 000 fois à 10 000 personnes, je ne sais pas combien de fois par jour.

FRANÇOISE : Plus la grève avançait, plus il y avait de femmes qui disaient : « Ah ! Je vais peut-être aller voir dans le fameux local non mixte qu'est-ce qui se passe. » Puis tranquillement il y a de plus en plus de femmes qui sont venues voir. « Ah ! Bien finalement, ce n'est pas si fou que ça, cette idée-là. »

ISABELLE : Nous avons fait une soirée où nous avons invité des féministes des alentours, par exemple, Les Sorcières, un groupe de jeunes féministes radicales. Elles sont venues nous visiter et elles nous ont écrit un beau message sur le tableau dans le local. Nous l'avons laissé en souvenir et comme décoration.

ANNE : Ensuite, une de nos plus importantes activités était de surveiller les actes de violence envers les femmes et de les dénoncer.

ISABELLE : Au début de la grève, quand il y avait le Conseil de grève et que les structures mises en place fonctionnaient, le Comité femmes en grève était vraiment utile parce qu'il y a eu des dénonciations d'agressions verbales. Nous les avons dénoncées publiquement, du moins au Conseil de

grève, et nous nous étions trouvé des moyens de défense aussi.

FRANÇOISE : Puis, nous avons averti les gars de ne pas jouer les superhéros parce que cela nous obligerait à agir. Nous n'acceptons pas la violence envers les femmes, peu importe l'effervescence du mouvement. Nous allons être vigilantes. Nous allons suivre la personne jusqu'à ce qu'elle sorte de l'UQÀM !

ANNE : Lorsqu'un individu agressait verbalement les femmes en leur disant « ta grève, il faut qu'elle arrête, parce que sinon tu vas avoir affaire à moi », c'est là que nous avons notre mot à dire. Il y a même eu des menaces d'agressions, de mort, du genre « Si tu nous dis que ce n'est pas fini, je vais te retrouver, puis... ». Alors, nous décidions d'intervenir par rapport à lui, et nous l'apportions au Conseil de grève, en disant aux gens comment nous prévoyons agir pour répondre à l'agression.

ISABELLE : D'abord, nous le surveillions sans arrêt, puis quand il y avait des gros rassemblements de gens et que nous savions que l'individu y serait, nous surveillions encore plus, par exemple, en nous assoyant à côté de lui lors des assemblées générales, en utilisant la photographie pour en faire une description et pouvoir informer les femmes sur son cas, en accompagnant les femmes pour qu'elles portent plainte.

ANNE : Une autre activité que nous avons réalisée avec le Comité femmes a concerné l'implication des femmes dans les tactiques d'occupation de l'espace universitaire. Nous avons donc organisé une occupation de l'UQÀM pendant la semaine du 8 mars.

ISABELLE : Puisque nous pouvions en faire pendant toute la durée de la grève, nous nous demandions pourquoi l'occupation par des femmes devait seulement avoir lieu autour du 8 mars. Parce qu'à la limite, les gens vont se dire « ah ! Bien, c'est le 8 mars, c'est normal ». C'est justement l'idée de dire les femmes sont là et il faudrait que nos préoccupations soient reconnues tous les jours, que ça fasse partie de notre discours de tous les jours, pas seulement le 8 mars.

ANNE : Il y a un projet que finalement, nous n'avons pas mis en branle, mais je pense qu'il aurait fait en sorte qu'encore plus de femmes soient venues. Parce qu'il y avait plusieurs ateliers pour lesquels l'inscription était complète !

FRANÇOISE : Nous avons 12 ateliers préparés sur différents thèmes, mais, avec la double tâche, parfois nous avons dû faire autre chose que les activités que nous nous étions fixées au départ. Les thématiques touchaient parfois des questions spécifiques aux militantes grévistes ou des revendications particulières, mais d'autres des questions plus générales et ludiques. D'ailleurs, nous avons donné un atelier sur la réappropriation du vagin. C'est le seul qui s'est donné.

ISABELLE : Ah ! Oui, nous étions une quinzaine à peu près. C'était vraiment sympathique. Nous nous sommes bien amusées.

FRANÇOISE : C'est clair que, personnellement en tout cas, ça m'a permis de discuter avec certaines femmes du comité, puis avec d'autres femmes qui n'étaient pas nécessairement dans le comité. Apprendre aussi à mettre ses limites, reconnaître quand nous sommes brûlées, accepter que parfois il faut se reposer et prendre soin de soi. Il était vital d'explorer ces thèmes, parce qu'il y avait quand même une pression sur toutes les personnes impliquées : être là tous les matins, rester jusqu'à 22 heures, tous les soirs. Ça fait qu'à un moment donné, tu étais portée à croire que tu étais une moins bonne militante parce que tu étais fatiguée.

ANNE : Se donner corps et âme à la lutte, à la cause.

FRANÇOISE : C'était une religion. C'est comme la foi en...

NPS – Et aujourd'hui, le collectif existe-t-il toujours ?

ISABELLE : Bien là, c'est l'été.

ANNE : Nous ne nous sommes pas réunies, mais comme avant la grève, nous avons des projets

d'action, moi, il y a encore des choses qui me tiennent à coeur. Ça fait qu'en début de session, je voudrais avoir une réunion. Ça reste à voir. Mais je pense que ça devrait ressusciter.

NPS – *Ça redeviendrait ainsi le collectif féministe radical d'avant...*

ISABELLE : C'est ça.

ISABELLE : La gaffe !

Construire la solidarité. L'hétérosexisme, l'homophobie : piliers du patriarcat

Miguel Gosselin Dionne, tiré du zine de PolitiQ, juin 2009

La solidarité, pourquoi? 5 points qui nous rassemblent.

1 : Nous ne sommes pas touTEs hétérosexuelLEs

Ceci est notre point de départ : nos identités, orientations et genre sexuels ne correspondent pas à la norme majoritaire. Nous sommes des lesbiennes, des trans, des tapettes, des bisexuelLEs des queers et encore bien d'autres choses. Nous croyons en l'autonomie de chacune à définir son identité et ses désirs. Nous luttons donc contre les différentes formes de discriminations et d'inégalités sociales. Nous ne cherchons pas à ce que tout le monde soit comme nous, mais nous voulons l'émancipation de chacun.

2 : Le sexisme et l'hétérosexisme sont des oppressions quotidiennes

Notre première critique se porte sur le système qui instaure la hiérarchie entre les sexes, le patriarcat. Celui-ci définit d'abord deux genres, masculin et féminin, qui sont comme deux réductions des possibilités inhérentes à tout être humain. Puis il explique comment ces deux genres doivent aller ensemble et que leur objectif est de se reproduire, ce qui peut être appelé « l'hétérosexualité obligatoire ». Ce système vise à ce que les femmes restent à leur place - c'est le sexisme - et à faire taire les désirs « pervers » - c'est l'homophobie. Nos préoccupations sont multiples parce qu'il est impossible de démêler les uns des autres les mécanismes d'oppression, de domination et d'exploitation : ils interfèrent et agissent de façon croisée sur les individus. C'est pourquoi nous croyons qu'une réflexion collective sur la sexualité doit s'inscrire dans une démarche féministe.

3 : La marginalisation et la criminalisation de la différence nuisent à nos droits collectifs.

La tendance à créer de l'exclusion est très forte pour toute société. Alors qu'avant le mouvement de libération sexuelle les personnes homosexuelles étaient considérées comme des malades et des pervers, aujourd'hui ce sont les trans, les séropos, les utilisateurs de drogues, les personnes dont l'expression de genre ne cadre pas dans la norme, les enfants de la rue, les sans-papiers, les travailleuses et travailleurs du sexe, les prisonniers et tous les marginaux qui sont victimes de la même mentalité. Celle-ci tend à voir partout des « bons » et des « mauvais » citoyens et cela nuit gravement à la santé de tout le monde. Nous nous positionnons pour le respect des droits de chacunE, entre autres pour un accès libre et gratuit à des services de santé adaptés et de qualité pour l'ensemble de la population.

4 : La dépolitisation de la sexualité va à l'encontre de nos intérêts

La tendance du mouvement LGBT à se dépolitiser nous inquiète profondément. La plupart des stratégies employées au courant des dernières années visaient la privatisation et la marchandisation de la sexualité plutôt que la conservation d'un mouvement social fort. Nous sommes passés d'une prise de conscience collective, un « nous » fort qui rassemblait nos différentes luttes, à un « je » qui cherche à se libérer à travers sa consommation de marchandises. C'est chacun pour sa gueule, le dollar gai qui remplace la conscience sociale et chacunE se retrouve à devoir se vendre sur le marché du sexe pour pouvoir trouver des partenaires. Pourtant, nous devons prendre la parole et passer à l'acte si nous voulons participer à la création d'une société sans cesse renouvelée et égalitaire.

5 : La création d'espaces et de communautés qui permettent la réflexion est la première étape de

la lutte.

Nous avons besoin les uns les autres pour partager nos amours et nos colères. Nous voulons faire rencontrer nos différentes communautés, construire des alternatives, vivre nos passions et résister ensemble. À terme, nous désirons politiser la communauté par l'organisation de débats et d'actions politiques autour des questions qui nous touchent. C'est de cette manière que nous pensons construire une force capable d'avoir un poids politique sur l'avenir de nos vies.

Il n'en tient qu'à nous de nous montrer belles et rebelles!